



Centre Français de Recherche sur le Renseignement
Sous la direction d'**Alexandre Del Valle** et **Éric Denécé**

LA GÉOPOLITIQUE AU DÉFI DE L'ISLAMISME



Expansion territoriale – Terrorisme
Propagande religieuse – Entrisme en entreprise

Avant-propos de **Pierre Lellouche**



VINGT ANS APRÈS LE 11-SEPTEMBRE : ERREMENTS CONCEPTUELS ET DÉROUTE POLITIQUE AMÉRICAINE ET OCCIDENTALE AU MOYEN-ORIENT

Pierre Lellouche

Au début des années 2000 marquées par les attentats du 11 septembre 2001 et les guerres américaines d'Afghanistan et d'Irak, l'impression générale était encore celle d'une « hyperpuissance » américaine, certes frappée au cœur par le terrorisme, mais encore très impressionnante, partout dans le monde et singulièrement au Proche-Orient que G.-W. Bush ambitionnait alors de démocratiser. Dans le contexte des années 2000, cette Amérique là pouvait encore compter sur une sorte de neutralité bienveillante des Russes et des Chinois pour tenter de bloquer, par la diplomatie multilatérale, la prolifération nucléaire, notamment iranienne, et contenir la poussée terroriste au Moyen-Orient.

Ce paysage géopolitique a profondément été modifié depuis : l'Amérique d'Obama, comme celle de Trump puis de Biden, est entrée dans une ère de retrait historique du Proche-Orient, comparable à celui des Européens après Suez (1956). Le recul d'Obama en 2013, alors qu'il s'agissait de sanctionner l'emploi d'armes chimiques par Damas, est resté dans tous les esprits car il a directement entraîné l'arrivée en force des Russes et des Iraniens en Syrie en soutien de Bachar El Assad.

En moins d'une décennie, la perte d'influence occidentale au Moyen-Orient s'est considérablement accélérée en raison des échecs répétés de la stratégie américaine en Irak et en Syrie, et surtout en Iran et en Afghanistan, dont la chute de Kaboul, le 15 août 2021, marque l'aboutissement spectaculaire.

Cette perte d'influence – on y reviendra – aura des conséquences sur la paix mondiale et les grands équilibres internationaux des années à venir. Elle est déjà visible à travers l'agressivité géopolitique des États islamiques, la

poursuite du terrorisme et du prosélytisme religieux, l'entrisme en entreprise... autant de thèmes abordés dans cet ouvrage.

Dans cet avant-propos, je n'évoquerai que deux sujets particuliers de cet échec américano-occidental : l'Iran et la tentative vaine jusqu'ici d'empêcher l'acquisition de l'arme nucléaire ; et l'Afghanistan, avec la mort subite et ô combien prévisible du concept de *State Building*.

L'échec de la stratégie occidentale sur le dossier nucléaire iranien¹

Pour bien comprendre la position de Téhéran sur le dossier nucléaire, il importe de rappeler son histoire.

Après le renversement du Shah par Khomeiny en 1979, le programme nucléaire fut interrompu par le régime des ayatollahs, du moins dans un premier temps. Cela n'empêcha pas la centrale en construction à Bousheir – par les Allemands de KWU-Siemens – d'être bombardée une demi-douzaine de fois par l'aviation irakienne au cours de la guerre Iran-Irak, entre 1984 et 1987.

Cet événement marqua profondément les nouveaux dirigeants iraniens, au même titre que la première guerre du Golfe, où les États-Unis et leurs alliés envahirent l'Irak pour libérer le Koweït. Les Iraniens y virent une nouvelle preuve de l'impérialisme occidental dont avait déjà souffert le pays en 1953 avec le renversement de Mossadegh par la CIA, et surtout la confirmation qu'en l'absence d'une force de dissuasion atomique, le pays restait à la merci d'une invasion occidentale à tout moment. C'est l'ensemble de ces considérations qui conduisit la République islamique et ses nouveaux dirigeants à relancer le programme nucléaire, en confiant la reconstruction de Bousheir aux Russes, et surtout en développant parallèlement un vaste programme clandestin d'enrichissement d'uranium et même de fabrication de plutonium. L'ampleur de ce programme fut révélée en 2002 par un dissident iranien, Ali Reza Jafarzadeh, puis confirmée par les satellites américains. Cela conduisit la communauté internationale, à l'époque encore unie, à exiger de l'Iran l'arrêt de ses programmes clandestins, notamment en matière d'enrichissement.

Ce rappel historique est important car il permet de replacer l'accord de 2015 dans son contexte oublié aujourd'hui, celui d'un programme militaire

1. Les développements concernant le nucléaire iranien contenus dans cet avant-propos ont fait l'objet d'une publication dans la revue *Politique Internationale* (cf. Pierre Lellouche, « La bombe des mollahs », *Politique Internationale*, automne 2021).

ancien, clandestin et sans aucun lien ou justification avec des besoins ou programmes civils.

La négociation pour parvenir à un accord commença en 2003, à l'instigation des Européens – Français, Anglais et Allemands –, soutenus par le Conseil de sécurité des Nations unies. Le but alors était d'obtenir l'arrêt des programmes clandestins iraniens ainsi que le retour d'inspections strictes par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de Vienne sur l'ensemble des sites iraniens, y compris ceux non déclarés. Toutefois, l'arrivée au pouvoir d'Ahmadinejad en 2005, un dur parmi les durs, douça les espoirs d'un règlement négocié.

Après que la Russie et la Chine aient rejoint les négociations en 2006, plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies furent adoptées, notamment en mai et décembre 2006 (résolutions 1696 et 1747), pour contraindre les Iraniens à renoncer à leur programme d'enrichissement, lequel d'ailleurs n'avait aucune justification civile dans la mesure où les Russes s'étaient engagés à livrer l'uranium nécessaire à la centrale de Bousheir, ainsi qu'à retraiter les matières fissiles et le plutonium issus de cette même centrale.

Mais dès ce moment, l'Iran affirma son droit absolu de disposer sur son sol d'installations d'enrichissement d'uranium, ce que confirma le président Ahmadinejad en 2006, en annonçant fièrement que « *l'Iran avait rejoint le club des pays nucléaires* » grâce à ses milliers de centrifugeuses, leur nombre devant atteindre 50 000 sur le site de Natanz. Pendant tout ce temps les tractations piétinaient malgré les offres répétées de levée des sanctions et de garanties de livraisons d'uranium dès lors que l'Iran acceptait de renoncer à son programme d'enrichissement.

Ce n'est qu'en 2013, sous Obama, mais surtout avec l'élection en Iran d'un président « modéré », Hassan Rohani, que les négociations prirent un tour beaucoup plus positif, pour aboutir deux ans plus tard en juillet 2015, au fameux accord JCPOA (Joint Comprehensive Plan of Action).

L'accord se présente comme un donnant-donnant assez simple finalement :

- d'un côté l'Iran accepte de placer sous contrôle international intrusif l'ensemble de son programme nucléaire, y compris les installations, secrètes jusque-là, de Natanz, Arak et Fordow, pour une durée courte de 10 à 15 ans; le nombre des centrifugeuses est réduit des trois quarts, de 19 000 à 5 000, et en ne conservant qu'un modèle relativement ancien; par ailleurs le réacteur d'Arak est modifié afin de stopper la fabrication de plutonium; enfin les quantités d'uranium enrichi sont plafonnées et l'Iran s'interdit d'enrichir au-delà de 3,66 % pendant 15 ans et de stocker chez lui les matières fissiles. Tout cela devant apporter à la communauté internationale

une sorte de délai d'alerte de douze mois (« *break-out time* »), avant l'apparition de la bombe... ;

- en échange, les sanctions économiques décidées par l'ONU et le Congrès américain sont levées, l'Iran récupérant au passage quelque 150 milliards de dollars d'avoirs gelés dans les banques occidentales. Et surtout Téhéran peut reprendre pleinement sa production et ses exportations de pétrole, comme il peut bénéficier des investissements attendus des entreprises occidentales. C'est l'époque où Airbus, Boeing, Peugeot et beaucoup d'autres, cherchent à rentrer à nouveau sur ce très important marché de 70 millions d'habitants.

L'idée maîtresse de l'accord, qui était aussi celle de Barack Obama, était que le meilleur moyen d'empêcher l'émergence d'une bombe atomique iranienne, c'était l'ouverture de l'Iran au commerce avec l'Occident et donc progressivement au mode de vie occidental, d'ailleurs souhaité par une grande partie de la population et de la jeunesse iraniennes. La bombe finirait ainsi par disparaître, comme cela avait été le cas en Afrique du Sud, au Brésil ou en Argentine : la transition politique devant conduire à l'abandon du programme militaire.

Illusions et omissions des Occidentaux

Néanmoins, dans leur souci de parvenir à un accord, les Occidentaux omettent de prendre en considération un certain nombre de faits aussi évidents que fondamentaux, spécifiques à la situation iranienne.

- En premier lieu, la quête de la bombe, qui fait consensus dans tout le pays – il ne faut jamais l'oublier –, correspond à une histoire longue et complexe, faite de revanche face à l'humiliation occidentale et d'assurance-vie du régime national-théocratique persan. Elle est désormais un outil majeur de la stratégie révisionniste du régime des Mollahs visant à renverser l'ordre géopolitique dans la région, via la projection de la puissance perse au Moyen-Orient.

C'est là une différence essentielle avec la Corée du Nord, pour qui l'arme atomique est d'abord l'assurance-vie du régime, autant qu'un moyen de chantage économique, mais non un instrument destiné à modifier la donne géopolitique en Asie (la Corée du Nord ne cherchant pas la réunification avec le Sud). La théocratie persane est d'une autre nature : elle est clairement une puissance révisionniste en devenir visant à en finir avec l'ordre régional dominé par l'Amérique, alliée à Israël et aux pétromonarchies arabes sunnites.

À cet égard, la tenue de la négociation constitue la démonstration la plus éclatante de la puissance nouvelle de la République islamique, puisque l'Iran se bat seul contre les 5 grands du Conseil de sécurité, tout en confirmant spectaculairement son statut de « pays du seuil » !

Pour ces seules raisons, il était illusoire, dès l'origine, d'espérer stopper la bombe iranienne par la seule négociation technique sur les installations nucléaires. Tout au mieux, pouvait-on espérer retarder le franchissement du seuil militaire de quelques années. Le fameux « *break out time* » de douze mois ne changeait évidemment pas grand-chose à l'affaire : le JCPOA n'est donc pas un accord de désarmement, il est bien d'avantage la reconnaissance d'un fait accompli, appelé de surcroît, à se perpétuer, voire s'amplifier, après l'expiration de l'accord.

- Le second point capital est que l'Iran obtenait par l'accord de 2015 ce qu'il réclamait depuis le début de la négociation, douze ans plus tôt, à savoir la reconnaissance par les « cinq Grands » de son droit à maîtriser la totalité du cycle du combustible sur son sol, et notamment le droit d'enrichir de l'uranium.

La France, jusqu'au bout, n'était pas favorable à une telle concession, consentie au final par Obama, car celle-ci aboutissait, de facto, à créer un précédent pour tous les pays candidats à la bombe, ces derniers pouvant désormais réclamer pour eux mêmes le même droit que celui qui venait d'être accordé à l'Iran dans un accord international où étaient représentés tous les membres permanents du Conseil de sécurité plus l'Allemagne.

- La troisième évidence que les Occidentaux firent semblant de ne pas voir, c'est que l'impressionnant programme de missiles balistiques et de croisière iranien n'était pas inclus du tout dans la négociation.
- Enfin et surtout, l'activisme iranien au travers des milices chiites contrôlées par Téhéran, actives dans plusieurs pays arabes, notamment au Liban, en Syrie, en Irak et au Yémen, n'était pas non plus concerné par cet accord.

On touche ici à un point capital. C'est en effet au lendemain des révolutions arabes de 2011 et du début de la guerre en Syrie – événements qui marquent un affaiblissement considérable du monde arabe – que l'Iran a commencé à mettre en place une stratégie à la fois militaire et idéologico-confessionnelle visant à projeter son influence dans le monde arabe par le biais de milices politiques chiites locales armées, financées et dirigées par le corps des Gardiens de la Révolution (pasdaran) depuis Téhéran. Alors que les gouvernements occidentaux et leurs diplomates avaient les yeux rivés sur les détails du programme nucléaire iranien et ses modalités éventuelles de contrôle, l'Iran ne cessait de renforcer son influence sur ses voisins arabes, à la fois par le biais d'opérations

militaires (en Syrie, en Irak, au Yémen), mais également par une forme d'entrisme politique, les milices chiites inféodées à Téhéran obtenant partout où elles étaient implantées un statut et un poids politique déterminant sur la vie politique et la gouvernance des pays ciblés. Ainsi du Liban où, comme l'a appris à ses dépens Emmanuel Macron, rien n'est désormais possible sans l'accord du Hezbollah, devenu un véritable État dans ce qui reste d'État libanais.

De même, ce sont les milices pro-iraniennes et leurs représentants politiques qui, dans l'Irak voisin, conditionnent l'avenir du pays et ne s'interdisent plus désormais de frapper ouvertement les bases américaines encore présentes sur place. C'est bien sûr également le cas en Syrie où les milices iraniennes, soutenues par l'aviation russe, conquièrent la ville d'Alep en 2016 – c'est-à-dire au lendemain même de la signature de l'accord nucléaire, le 15 juillet précédent... Sans oublier le Yémen où, là encore, c'est l'assistance militaire iranienne aux combattants Houthis qui a finalement contraint, d'abord les Émirats puis l'Arabie saoudite, à geler leur guerre aérienne dans ce pays ; une guerre « sale », sans résultat probant, en dehors de pertes civiles considérables dans la population yéménite.

En résumé, pendant que l'Occident avait les yeux rivés sur le nucléaire, les Iraniens, tout en négociant à Vienne, bousculaient l'ordre géopolitique dans le Grand Moyen-Orient, s'installaient dans le rôle de pays du front contre Israël, tout en tirant profit à la fois de la faiblesse arabe, de la reculade de Washington en Syrie en 2013, et plus généralement du désengagement américain et occidental de la région.

Deux ans après la conclusion du JCPOA, et grâce au déblocage des avoirs iraniens, le budget du Hezbollah se trouva multiplié par quatre ! Du grand art, en somme, pour un pays qui inventa jadis le jeu d'échecs...

La remise en cause de l'accord par les Américains

C'est en partie pour réagir contre l'activisme iranien dans la région et pour trouver une solution plus satisfaisante à l'objectif de son désarmement nucléaire, y compris de son potentiel de missiles, que le président Trump, élu un an après la conclusion du JCPOA – soutenu bien sûr par Nétanyahou en Israël, mais également par bon nombre de Républicains très influents au Congrès –, décida brutalement en mai 2018 de sortir unilatéralement les États-Unis de l'accord de Vienne. Pour Trump, cet accord était « épouvantable [...] le pire jamais signé par les États-Unis ». Mais cette sortie unilatérale ne l'était qu'en apparence, puisque par le biais de l'application extraterritoriale des sanctions américaines votées par le Congrès, la dénonciation américaine de l'accord, devenait en fait la loi internationale, puisque *de facto* et *de jure*, les entreprises des pays tiers – européennes d'abord, mais également russes ou chinoises – ne pouvaient plus

commercer avec les Iraniens, sauf à risquer à leur tour de très importantes pénalités financières et de se voir interdire l'accès du territoire américain pour l'ensemble de leurs opérations commerciales ultérieures.

Après à peine trois ans d'existence, le JCPOA devenait donc caduc. Et malgré les cris d'orfraie des Européens qui montrèrent une fois encore, en la circonstance, leur incapacité à agir en tant que puissances dignes de ce nom, le retrait unilatéral américain aboutit tout simplement à replacer l'Iran sous embargo international, mais cette fois sans l'accord des autres parties... Trump annonçant même, par la suite, une stratégie de « pression maximale » sur le régime des Mollahs.

Si Trump était loin d'avoir entièrement tort au sujet des faiblesses de l'accord de 2015, force est de constater que la dénonciation brutale survenue en 2018 – ce que j'ai appelé la stratégie de « la batte de base ball » – n'a guère obtenu de résultats convaincants sur Téhéran. Non seulement le programme nucléaire iranien a redémarré de plus belle – les Iraniens ayant beau jeu de dénoncer à leur tour un accord dont les États Unis s'étaient retirés et que les Européens ne respectaient pas non plus en se pliant à l'embargo américain –, mais ce programme s'est même intensifié, puisque l'Iran enrichit désormais de l'uranium à 60 %, c'est-à-dire à des niveaux quasi militaires, et que de nouvelles installations souterraines sont actuellement repérées par satellites, l'AIEA ayant vu ses inspections suspendues par Téhéran.

Au plan politique, l'échec de l'accord de 2015 et les sanctions « maximales », n'auront abouti, au final, qu'à renforcer le camp le plus dur à Téhéran, malgré les manifestations d'un peuple exsangue en 2017-18, à discréditer les tenants d'une négociation avec l'Occident et à amener l'élection d'un ultra-conservateur, Ibrahim Raïssi en juillet 2021¹. Ce que les Iraniens appellent « le front de l'endurance » l'a donc emporté, ramenant le pouvoir iranien, sinon le pays tout entier, à la « pureté » révolutionnaire de 1979. Et comme pour souligner l'échec de cette stratégie occidentale, les Iraniens n'ont cessé d'intensifier leurs pressions politico-militaires sur l'ensemble de « l'Arc chiite » qu'ils contrôlent, du Liban au Yémen, jusqu'aux eaux du Golfe où plusieurs navires, y compris israéliens, ont fait l'objet d'attaques de drones, notamment au cours de l'été 2021 – période où les négociations nucléaires sont sensées avoir repris suite à l'arrivée de Biden...

1. Il a commencé sa carrière en tant que Procureur à Téhéran, étant responsable à ce titre de l'exécution de milliers d'opposants.

Un échec cuisant

Au total donc, ni la stratégie de dialogue d'Obama – reprise aujourd'hui à l'identique par Biden, avec les mêmes négociateurs que son prédécesseur démocrate –, ni la stratégie de confrontation de Trump, n'ont abouti à faire bouger d'un iota la position iranienne : le programme nucléaire a repris et s'est même amplifié, rendant d'ailleurs caduc l'essentiel de l'accord de 2015 (qui n'est valable, rappelons-le, que pour 10 ans, jusqu'en 2025, donc), les programmes balistiques se poursuivent, de même que l'activisme perse dans toute la région. Et ce, malgré l'élimination spectaculaire du général Qassem Soleimani en janvier 2020 sur l'aéroport de Bagdad par des drones américains.

Biden est d'ailleurs en train de le découvrir puisque les négociations qui ont repris à Vienne en mars 2021, quelques semaines à peine après l'arrivée de sa nouvelle administration – ce qui souligne le caractère absolument prioritaire de ce dossier pour le nouveau président – étaient encore au point mort à l'été 2021. Interrompues au mois de juin en l'attente, selon les Iraniens, de la mise en place du nouveau gouvernement élu, elles devaient reprendre à l'automne, Téhéran n'ayant aucun intérêt à apparaître comme celui qui rompt la discussion avec la communauté internationale.

En effet, tout en critiquant féroce et publiquement l'ancien Président Rohani et son ministre des Affaires étrangères, Zarif, jugés trop naïfs ou trop proches des Occidentaux, ni l'Ayatollah Khamenei, ni Raïssi n'ont évoqué une éventuelle rupture. En revanche, le message du « Guide » Khamenei est clair : *« les générations futures doivent tirer la leçon des négociations nucléaires sous le précédent gouvernement et se défier de l'Occident [...]. Faire confiance à l'Occident (comme l'ont fait Rohani et Zarif), ne marche pas. Ils ne veulent pas nous aider et ils nous frapperont dès qu'ils le pourront. Et si ils ne nous frappent pas quelque part, c'est qu'ils ne le peuvent pas ».*

Dans un tel climat de défiance, les lignes rouges iraniennes restent donc les mêmes et sont peu susceptibles d'évoluer : maintien du cycle du combustible sur le sol iranien, pas de négociation sur les missiles, pas plus que sur la politique étrangère iranienne. Mieux, les Iraniens exigent désormais des États-Unis qu'ils s'engagent à renoncer à l'avance à tout nouveau retrait unilatéral – ce que les Iraniens savent, naturellement, juridiquement impossible au regard de la Constitution américaine –, ou que cet engagement soit garanti par les Nations unies...

À ce stade, le moins que l'on puisse dire, c'est que la négociation ne s'engage pas sous les meilleurs auspices pour les Occidentaux. Notamment au lendemain du terrible coup porté à la crédibilité américaine par la chute de Kaboui, en